

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Afrique de l'Est et de l'Océan Indien

Semaine du 21 juillet au 24 juillet 2026

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL DE NAIROBI

EN COLLABORATION AVEC LES SERVICES ÉCONOMIQUES DE LA CIRCONSCRIPTION

(ADDIS ABEBA, DAR ES SALAM, KAMPALA, TANANARIVE)

Faits marquants

- ❖ **Régional** : La BAD mobilise 13 M USD en réponse à l'épidémie d'Ebola
- ❖ **Comores** : Hausse de +19,2 % des échanges de biens en 2025
- ❖ **Rwanda** : La qualité de l'emploi se dégrade malgré un chômage stable à 13,4 % au T2 2026

LE CHIFFRE A RETENIR

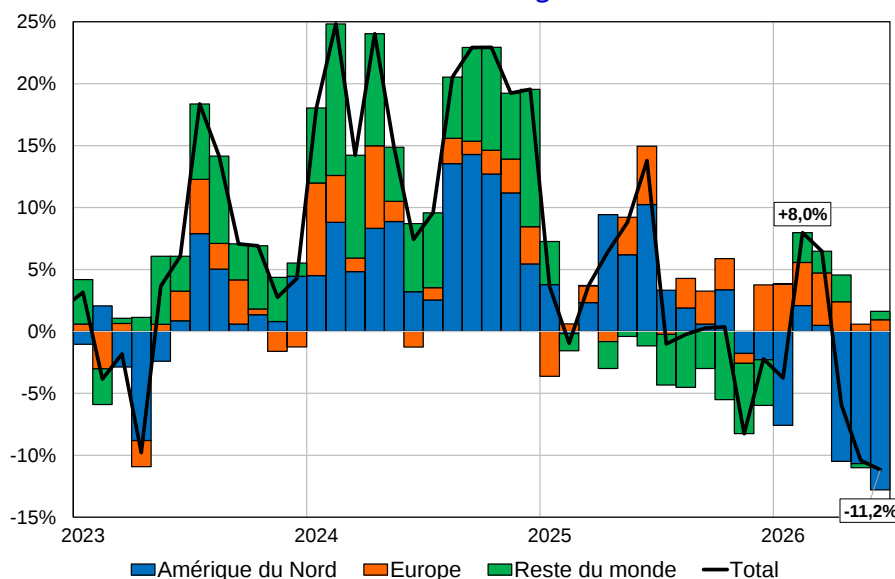
110 M USD

ÉTHIOPIE : FINANCEMENT APPROUVÉ PAR LA
BAD POUR LE PLUS GRAND PARC ÉOLIEN PRIVÉ
DU PAYS - AYSHA I (300 MW)

Le graphique de la semaine

Kenya : évolution des transferts de fonds par origine

- en % en glissement annuel -



Les transferts de fonds (remittances) constituent une source de devises importante pour le Kenya. En 2025, ils ont atteint plus de 5 Md USD, soit 3,7 % du PIB. Au niveau macroéconomique, ils jouent un rôle stabilisateur en alimentant les réserves de change et en soutenant le shilling. Au niveau des ménages, ils financent leur consommation, l'éducation et la santé. Environ 65 % des Kényans en dépendaient en 2019 selon la Banque mondiale. Au Kenya, les transferts de fonds proviennent principalement d'Amérique du Nord (53 % du total) et d'Europe (24 %).

Les transferts de fonds ont fortement progressé ces dernières années au Kenya, en particulier en 2024, avec une progression sur un an de +18 %. En 2025, la croissance a nettement ralenti à +1,9 %, en raison principalement d'une chute des envois depuis l'Arabie Saoudite – pourvoyeur important de devises – liée à l'application effective d'une TVA de 15% sur les frais de transfert et à des réformes du marché du travail ayant perturbé les contrats de milliers de travailleurs kényans. Malgré un rebond au 1^{er} trimestre 2026, les transferts ont chuté au cours du 2^e trimestre : -5,9 % en avril, -10,4 % en mai et -11,2 % en juin par rapport aux mêmes mois de 2025, soit une contraction moyenne de -9,2 % sur le trimestre. Ce repli est principalement imputable aux flux en provenance d'Amérique du Nord (-11,3 % en moyenne sur le trimestre), en raison notamment de l'entrée en vigueur d'une taxe américaine de 1 % sur les transferts internationaux ayant alourdi le coût des envois, incitant certains migrants à réduire leurs transferts formels ou à se tourner vers des canaux alternatifs. Les flux depuis le Moyen-Orient ont également continué de souffrir des tensions géopolitiques régionales et du durcissement des conditions de travail en Arabie Saoudite.

REGIONAL

Le Rwanda et le Kenya en tête du classement IIF sur la transparence de la dette en Afrique subsaharienne

L'Institute of International Finance (IIF) a publié en juillet son rapport 2026 sur [les relations investisseurs et la transparence de la dette](#), qui note, pour la publication des données budgétaires et de dette et le dialogue avec les créanciers, une soixantaine d'économies émergentes et en développement sur un score de 50. Le Kenya obtient une note de 42,79, porté par l'existence d'un service pour les relations investisseurs (bureau dédié, agents identifiables, site internet), la publication d'informations prospectives et la qualité du dialogue avec les investisseurs. Il est en revanche pénalisé par sa non-adhésion à la Norme spéciale de diffusion des données (NSDD) du FMI, ainsi que par le manque de transparence sur la dette garantie par l'État et la dette des entreprises publiques. Le Rwanda, intégré à l'indice cette année, obtient 43,42, soit le meilleur score africain à égalité avec l'Afrique du Sud, et se distingue notamment par une note de 3,9/4 sur les critères environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG). À l'opposé, la Tanzanie ferme la marche des pays de la zone avec 24,67, en l'absence de toute structure de communication avec les investisseurs : ni programme dédié, ni base d'investisseurs répertoriée, ni roadshows, ni appels investisseurs. L'Éthiopie obtient 32,13, pénalisée par une transparence de la dette particulièrement faible (5,7/13, deuxième score le plus bas de l'indice), malgré des progrès notables sur les critères ESG.

Cinq banques de la région AEOI figurent dans le top 25 africain des établissements les mieux capitalisés

Trois banques kényanes figurent parmi les 25 établissements africains les mieux capitalisés en fonds propres de base (*Tier 1*), selon le classement *Top 1000 World Banks 2026* publié le 8 juillet 2026 par *The Banker*, magazine du groupe *Financial Times*. KCB Group se classe 15e en Afrique et 549e au niveau mondial, avec 2,455 Md USD ; suivent Equity Bank, 16e (573e, 2,312 Md USD), et Co-operative Bank, 24e (842e, 1,066 Md USD). La tanzanienne CRDB ferme le classement continental au 25e rang (938 M USD). La banque mauricienne MCB Group

devance toutes les banques d'Afrique de l'Est, au 13e rang africain et au 544e mondial avec 2,482 Md USD, tandis que le Maroc (six banques) et le Nigéria (cinq) dominent le top 25 en nombre et que la sud-africaine Standard Bank arrive en tête du continent avec 16,1 Md USD.

La BAD mobilise 13 M USD en réponse à l'épidémie Ebola

Le 20 juillet 2026, la Banque africaine de développement (BAD) a approuvé 13 M USD de dons en réponse à l'épidémie d'Ebola déclarée le 15 mai 2026 dans la province de l'Ituri, en République démocratique du Congo (RDC). Sur ce montant, 10 M USD proviennent d'une redirection de fonds déjà alloués à la RDC et transiteront par l'OMS ; 3 M USD sont prélevés sur le Projet d'assistance d'urgence multipays préexistant et seront mis en œuvre par Africa CDC, l'agence sanitaire de l'Union africaine. La RDC reçoit 11 M USD, l'Ouganda et le Soudan du Sud 1 M USD chacun, pour renforcer leur dispositif de surveillance aux frontières. Au-delà de l'aspect financier, l'épidémie soulève des inquiétudes épidémiologiques sérieuses : contrairement à la souche Zaïre, couverte par le vaccin Ervebo, la souche Bundibugyo ne dispose pour l'heure ni de vaccin homologué ni de traitement spécifique. Le virus a par ailleurs déjà gagné le Nord et le Sud-Kivu, deux provinces où l'insécurité persistante entrave la surveillance et la recherche des contacts.

Le khat kényan recule en Somalie face à la concurrence éthiopienne

Selon l'Agriculture and Food Authority (AFA) du Kenya, les exportations de khat vers la Somalie au cours du 1^{er} trimestre 2026 ont chuté de -13 % pour s'établir à 692 000 kilogrammes (27,5 M USD de recettes), contre 792 000 kilogrammes (23,9 M USD de recettes) sur la même période en 2025. L'AFA attribue cette baisse à la concurrence des exportateurs éthiopiens, dont la proximité géographique avec la Somalie leur permet de livrer un produit plus frais à des coûts plus compétitifs. Deuxième exportateur de khat après l'Éthiopie, le Kenya exporte sa production également vers le Djibouti, le Mozambique, l'Angola, la République démocratique du Congo et Israël. Toutefois, la Somalie demeure le principal marché du khat qui constitue également une source importante de recettes fiscales. Les revenus du khat sont établis à 39,4 M USD par an

pour le Somaliland, et à 16,6 M USD pour le gouvernement fédéral somalien, soit respectivement 18,9 % et 7,2 % de leurs recettes domestiques.

BURUNDI

S&P relève la perspective du risque de défaut à moyen terme à positive

S&P Global Market Intelligence a relevé à positive, le 22 juillet, la perspective de la note de risque de défaut du Burundi à moyen terme, sans modifier la note elle-même. Ce changement reflète l'engagement des autorités de ne contracter aucune nouvelle dette publique extérieure non concessionnelle sur l'exercice 2026, hors ajustements de la Banque mondiale ou du Fonds monétaire international.

COMORES

Hausse de +19,2 % des échanges de biens en 2025

En 2025, le commerce extérieur de marchandises des Comores s'est établi à 343,4 M USD, en hausse de +19,2 % par rapport à 2024 selon Trade Map. Les importations ont progressé de +13,8 % pour atteindre 311,9 M USD, reflétant notamment l'augmentation des achats de riz (49,8 M USD), de ciments (29,5 M USD), de véhicules (24,5 M USD) et de viandes et abats (21,5 M USD). Les principaux fournisseurs du pays sont les Émirats arabes unis (15,5 %), la Chine (14,5 %), le Pakistan (11,4 %), l'Inde (10,8 %) et la France (10,5 %). Les exportations se sont élevées à 31,4 M USD, soit une hausse de +125,9 % sur un an, portée principalement par les ventes de girofles (24,7 M USD, +188,3 %) et d'huiles essentielles (4,5 M USD). L'Inde demeure de loin le premier débouché des exportations comoriennes (55,5 %), devant la France (14,7 %) et les Émirats arabes unis (10,8 %).

ÉTHIOPIE

La BAD approuve 110 M USD de financement pour le plus grand projet éolien privé du pays

La Banque africaine de développement (BAD) a approuvé un financement de 110 M USD pour le projet éolien d'Aysha I, qui deviendra le plus important parc éolien d'Éthiopie avec une capacité

de 300 MW. L'enveloppe comprend 80 M USD de financement non concessionnel de la BAD auquel s'ajoute deux prêts subordonnés concessionnels de 10 M USD du Sustainable Energy Fund for Africa et 20 M USD du fonds international Clean Technology Fund. Ce projet sera développé par le groupe émirien AMEA Power en région Somali, à proximité de la frontière djiboutienne. Il comprendra également la construction d'une ligne de transmission de 5 km et des travaux d'extension de la sous-station d'Aysha II. L'électricité produite sera rachetée par Ethiopian Electric Power dans le cadre d'un contrat d'achat d'électricité de 25 ans. La BAD jouera également un rôle d'arrangeur pour le bouclage financier de ce projet, notamment pour mobiliser les 381,1 M USD de financement supplémentaire pour la réalisation de ce projet dans son ensemble, dont le coût total est estimé à 508 M USD.

Les États-Unis ouvrent une enquête sur les importations éthiopiennes de panneaux solaires

Le Département américain du Commerce a ouvert une enquête sur les importations de cellules et modules solaires *made in Ethiopia*, à la suite d'une plainte déposée en mai 2026 par huit fabricants américains accusant notamment *Toyo Solar Manufacturing* et *Origin Solar Manufacturing*, d'utiliser des composants chinois pour contourner les droits de douanes appliqués aux produits solaires chinois. Ces entreprises, opérant dans la Zone économique spéciales d'Hawassa, se revendiquent japonaises mais seraient en réalité des filiales d'entreprises chinoises. Selon les plaignants, les importations américaines de produits solaires éthiopiens seraient passées de volumes quasi nuls avant juillet 2025 à environ 277 M USD fin 2025. Une décision préliminaire est attendue en décembre 2026, suivie d'une décision finale en mai 2027. En cas de confirmation d'un contournement des règles commerciales américaines, des droits de douane pourraient être appliqués rétroactivement.

Un partenariat avec le Japon pour préserver la résilience du café Arabica

L'Éthiopie et le Japon ont lancé un partenariat visant à développer des variétés de café Arabica plus résistantes au changement climatique, tout en préservant la diversité génétique du café éthiopien. Le programme associe l'*Ethiopian Coffee and Tea*

BREVES ÉCONOMIQUES

Afrique de l'Est et de l'Océan Indien

Authority (ECTA), l'*Ethiopian Institute of Agricultural Research* (EIAR), l'Agence japonaise de coopération internationale (JICA) et l'entreprise japonaise Key Coffee Inc. Il prévoit de renforcer la recherche sur la sélection variétale afin d'améliorer la productivité et la résistance aux maladies, sans altérer la qualité du café éthiopien. Ce projet vise également à augmenter les revenus des petits producteurs. Cette initiative s'inscrit dans la stratégie de long terme du pays visant à préserver l'une de ses principales filières d'exportation face aux effets du changement climatique. Le café reste en effet le deuxième produit d'exportation de l'Éthiopie, avec des recettes qui ont progressé de 2,7 Md USD à 3,1 Md USD entre les exercices fiscaux 2023/2024 et 2024/2025.

KENYA

BasiGo et Rubis Energy déploient un réseau de recharge rapide

L'opérateur de bus électriques [BasiGo](#) a annoncé le 20 juillet un partenariat avec Rubis Energy Kenya pour déployer des infrastructures de recharge rapide le long des principaux corridors de transport du Kenya. Le premier site est opérationnel à Sabaki (Athi River), ceux de Meru, Nanyuki et Nyeri devant suivre d'ici la fin du mois. Le site de Sabaki est équipé de bornes de recharge rapide en courant continu de 100 kW compatibles avec les deux standards de connecteurs qui se partagent le parc électrique kényan : le CCS2 européen et le GB/T chinois. Une voiture particulière y est rechargée en moins d'une heure, les flottes commerciales étant également desservies. L'ensemble des sites utilisera la même technologie, à un tarif indicatif de 48 KES (0,37 USD) par kWh, offrant aux opérateurs une tarification homogène. Rubis exploite plus de 300 stations-service au Kenya, ainsi que d'autres en Afrique de l'Est et australe ; BasiGo revendique le premier réseau de recharge rapide de la région. D'autres sites sont prévus sur les principaux corridors.

MADAGASCAR

Coface dégrade la note de risque pays

La Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur (Coface) a abaissé la note de risque pays de Madagascar de C à D, tout en maintenant à C son évaluation du climat des affaires.

Selon la Coface, cette dégradation reflète les fragilités structurelles de l'économie malgache, notamment l'instabilité politique, le niveau élevé de la corruption, une pauvreté importante (80 % de la population vivait avec moins de 2,15 USD PPA/jour en 2024), ainsi que la faiblesse des infrastructures et des recettes fiscales, inférieures à 11 % du PIB. La Coface souligne également la vulnérabilité du pays face aux chocs climatiques et sa dépendance à l'agriculture (22,5 % du PIB en 2024), au secteur minier, aux importations de carburants et à l'aide extérieure. L'entreprise met néanmoins en avant plusieurs points forts, notamment les importantes ressources minières, le potentiel agricole, le développement du tourisme (autour de 15 % du PIB en 2024), les programmes en cours avec le FMI, ainsi que l'intégration du pays dans plusieurs accords commerciaux, notamment l'accord de partenariat économique avec l'Union européenne.

MAURICE

Conclusion par le FMI de la revue de l'article IV

Faisant suite à la mission du FMI conduite à Maurice du 22 avril au 4 mai 2026, le conseil d'administration de l'institution a conclu les consultations au titre de l'article IV. Le FMI souligne la résilience de l'économie mauricienne, avec une croissance du PIB de +3,2 % en 2025, portée par les services et le tourisme, malgré un repli du secteur de la construction. Le FMI prévoit toutefois un ralentissement de la croissance à +2,8 % en 2026, sous l'effet des répercussions négatives de la situation au Moyen-Orient sur le tourisme et la hausse des prix des matières premières. L'inflation, estimée à +3,7 % en 2025, devrait augmenter sensiblement pour atteindre +4,7 % en 2026. Le compte courant, qui s'est creusé à -7,1 % du PIB en 2025, devrait atteindre -7,4 % du PIB en 2026, tandis que les réserves de change ont atteint 10,3 Md USD en 2025, soit l'équivalent de 9,6 mois d'importations. Enfin, la dette publique est estimée à 87,8 % à fin juin 2026, contre 86,3 % du PIB un an plus tôt.

UGANDA

27 M USD supplémentaires pour préparer la CAN 2027

Alors que l'Ouganda s'apprête à accueillir entre 500 000 et 650 000 visiteurs pour la Coupe d'Afrique des Nations (CAN) 2027, le gouvernement a annoncé investir 27 M USD supplémentaires dans l'hôtellerie dans la région d'Hoima. La ville accueillera, avec Kampala, des rencontres de la compétition, avec un nouveau stade de 20 000 places inauguré en décembre 2025. Le gouvernement avait initialement prévu une enveloppe de 363 M USD pour les infrastructures, la logistique et les coûts opérationnels du Championnat d'Afrique des Nations 2024 et de la CAN 2027. Une enveloppe additionnelle de 244 M USD a ensuite été approuvée pour accélérer les préparatifs de la CAN (notamment l'extension du terminal de l'aéroport de Kabalega, à proximité d'Hoima). Co-organisée avec le Kenya et la Tanzanie, la compétition est l'un des plus importants événements touristiques de l'histoire pour l'Ouganda et se veut un levier pour son développement touristique.

Uganda Airlines passe une commande de 8 Boeing

À l'occasion du salon aéronautique de Farnborough, Uganda Airlines a officialisé une commande de huit Boeing, composée de quatre 737-8 MAX et de quatre 787-9 Dreamliner. Cette commande, la première passée auprès du constructeur américain, s'inscrit dans un programme d'expansion de la flotte annoncé en juin et estimé à 982 M USD. Elle doit permettre d'accroître significativement le nombre d'appareils exploités (de 6 à 14) et soutenir son développement avec l'ouverture de nouvelles lignes (17 destinations dans 13 pays actuellement). Les 737-8 seront principalement affectés aux liaisons régionales, tandis que les 787-9 renforceront les capacités long-courrier. L'accord prévoit également une coopération avec Boeing pour de la maintenance à Addis-Abeba et de la formation. Cette opération doit contribuer à l'ambition de l'Ouganda de faire d'Entebbe un hub aérien régional et un levier pour le développement du tourisme.

RWANDA

La qualité de l'emploi se dégrade malgré un chômage stable à 13,4 % au T2 2026

Selon l'Institut national de la statistique du Rwanda (NISR), le chômage s'est maintenu à 13,4 % au 2^e trimestre 2026, alors que la qualité de l'emploi se dégrade. Cette apparente stabilité masque une dégradation sensible des conditions d'emploi. Le taux de sous-utilisation de la main-d'œuvre a progressé de 2,6 points pour atteindre 59,7 %, avec une détérioration plus marquée chez les hommes (+3,4 points) que chez les femmes (+1,8 point). Plusieurs indicateurs convergent pour dessiner un marché du travail sous tension : la durée hebdomadaire moyenne du travail a reculé de 29,7 à 28,4 heures, l'emploi a perdu 268 000 postes en un trimestre, et le nombre d'employeurs a chuté de 13,4 %, tandis que celui des travailleurs dépendants progressait de 23,6 % - signe d'une informalisation croissante. La structure de l'emploi se dégrade également par le bas : les emplois élémentaires, peu qualifiés, représentent désormais plus de la moitié de l'emploi total (+6,1 %), quand les professions intellectuelles reculaient de 7,6 %. La précarité contractuelle reste massive, avec 62,1 % des salariés sous contrat court ou occasionnel, proportion qui monte à 73,8 % en milieu rural. Enfin, la part de l'agriculture dans l'emploi total est remontée à 39,1 %, même si l'agriculture marchande continue de gagner du terrain sur la subsistance.

SalamAir inaugure une liaison directe Mascate-Kigali

La compagnie omanaise SalamAir a effectué son vol inaugural Mascate-Kigali le 21 juillet, ouvrant la première liaison aérienne directe entre Oman et le Rwanda. Le transporteur exploite 15 Airbus A320neo et A321neo et dessert plus de 40 destinations dans plus de 15 pays. Les deux parties présentent cette liaison comme un vecteur de commerce, de tourisme et d'investissement : le directeur général de SalamAir, Adrian Hamilton-Manns, a rattaché le projet à la stratégie *Oman Vision 2040*, tandis que l'ambassadeur du Rwanda auprès du Sultanat d'Oman, Dan Munyuza, y a vu une étape importante dans la connectivité bilatérale.

SEYCHELLES

Lancement de Starlink après l'obtention du feu vert des autorités

Le vice-président des Seychelles, Sébastien Pillay, a déclaré que les services de Starlink étaient opérationnels dans l'archipel depuis le 18 juillet. Le Conseil des ministres a approuvé l'octroi à l'entreprise d'une licence de fournisseur d'accès à Internet. Le service d'accès à internet couvrira l'ensemble de l'archipel, faisant des Seychelles le 28^e marché africain où Starlink est présent. Les autres services, comme la téléphonie mobile, ne sont cependant pas inclus dans cette autorisation. Selon les autorités, trois études d'impact menées sur l'expérience de petits États insulaires concluent à des effets plus limités qu'anticipé sur le marché des télécommunications, notamment concernant l'emploi. L'arrivée de Starlink devrait renforcer la concurrence sur le marché des télécommunications et élargir l'offre de connectivité disponible, notamment pour les entreprises et les zones les moins bien desservies.

SOUDAN

Signature d'un protocole d'accord pour la construction d'un terminal gazier

L'Autorité des ports maritimes a signé un protocole d'accord avec l'entreprise turque Argaz, spécialisée dans la distribution de gaz de pétrole liquéfié (GPL), pour la construction, à Souakin (au sud de Port Soudan), du premier terminal de ce genre au Soudan. Ce projet serait mis en œuvre selon un modèle BOT (construction, exploitation et transfert). Selon le directeur général de l'Autorité, l'infrastructure aura une capacité de stockage de 28 000 m³. Cette signature a toutefois suscité de vives critiques, concernant notamment la procédure d'attribution du marché ainsi que les capacités techniques de l'entreprise turque à mener à bien le projet.

La suspension de l'interconnexion avec l'Éthiopie aggrave la crise électrique

L'alimentation électrique au Soudan connaît de fortes perturbations, avec des coupures pouvant dépasser 18 heures par jour. Le ministère de l'Énergie et du Pétrole a indiqué que ces interruptions résultaient de plusieurs facteurs, notamment la

hausse des températures et la suspension de l'approvisionnement via l'interconnexion avec l'Éthiopie. Les importations d'électricité en provenance d'Éthiopie, de 150 MW, ont été suspendues en raison de l'accumulation d'impayés atteignant environ 90 M USD. Le ministère a également évoqué plusieurs facteurs opérationnels dont la hausse de consommation liée au retour des populations et aux besoins agricoles et industriel. Avant le déclenchement de la guerre, le Soudan disposait d'une capacité de production électrique installée d'environ 3700 MW, l'une des plus importantes d'Afrique subsaharienne. Toutefois, le secteur électrique fait actuellement face à de nombreux défis liés notamment aux conséquences directes du conflit et aux difficultés financières et techniques.

SOUDAN DU SUD

Réunion du comité de pilotage de l'initiative « GRE TEI »

L'Union européenne et le gouvernement du Soudan du Sud ont tenu à Juba la troisième réunion du comité de pilotage de l'initiative Green and Resilient Economy Team Europe Initiative (GRE TEI), destinée à accélérer la transformation du secteur agricole du pays. La rencontre a réuni plusieurs bailleurs de fonds (Allemagne, Pays-Bas, Agence suisse pour le développement et la coopération), ainsi que les partenaires chargés de la mise en œuvre. Avec un financement total de 115 M EUR jusqu'en 2029, l'initiative comprend six projets consacrés à l'agriculture, aux moyens de subsistance en milieu rural, à la sécurité alimentaire et à la protection des ressources naturelles. Elle est mise en œuvre par plusieurs partenaires dont l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, le Programme alimentaire mondial et GIZ allemande. Le programme vise à renforcer l'accès de la production locale à des marchés inclusifs et à favoriser une croissance résiliente face au changement climatique.

Le FIDA lance le programme SADEP pour renforcer la sécurité alimentaire

Le Fonds international de développement agricole (FIDA) a lancé la mise en œuvre du Programme « Sustainable Agriculture Development Programme » (SADEP) financé par cette institution à hauteur de 41,8 M USD. Cette initiative, associée au projet

Strengthening Adaptation through Institutional Building and Resilient Livelihoods in South Sudanese Agro-Pastoral Landscapes (SABRELA), sera mise en œuvre au cours des sept prochaines années dans les comtés de Terekeka, Mundri Ouest, Mvolo et Bor. Elle devrait contribuer à l'amélioration de la sécurité alimentaire et des moyens de subsistance de plus de 100 000 personnes dans quatre comtés du pays. La directrice du FIDA pour le Soudan du Sud et l'Érythrée a indiqué que le SADEP constitue l'un des investissements les plus importants réalisés récemment par l'institution au Soudan du Sud.

TANZANIE

Première obligation en shillings cotée à Londres

Le 24 juillet 2026, la Tanzanie cotera sa première obligation en shillings tanzaniens à la Bourse de Londres, en présence du ministre des Finances Khamis Mussa Omar. Ces obligations en devise locale seront garanties par la Société Financière Internationale, institution du groupe Banque mondiale dédiée au financement du secteur privé. Elles visent à élargir les opportunités d'investissement en réduisant le risque de change pour les emprunteurs tanzaniens ainsi qu'à diversifier les sources de financement du développement en attirant des investisseurs étrangers vers des titres en monnaie locale garantis par la SFI. Cette annonce répond à l'accroissement des besoins en financement, lié à l'accélération des investissements dans des grands projets d'infrastructures : chemin de fer à écartement standard (SGR), ports, énergies. Le budget global 2026/27 de 24 Md USD approuvé en juin prévoit ainsi 6 Md USD d'emprunts dont 935 M USD de financements commerciaux, dans un contexte où les dons des partenaires de développement ne cessent de reculer (204 M USD attendus).